

E. Aunoble, *Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, Paris, La Fabrique, 2016, 255 p., 14 €.

Extrait du chapitre IV : « Après 1991 : de l'histoire d'un « crime » à l'histoire de ses victimes ».



D'Illusion en Livre noir

Avec l'effondrement de l'URSS, l'argument majeur des études soviétiques en France depuis la guerre s'effondre aussi. Jean Bruhat ouvrait son « Que sais-je ? » de 1945 en célébrant « une puissance soviétique considérable, une autorité gouvernementale largement assise » qui apparaissaient comme la « conclusion normale d'une évolution qui fut à la fois politique et sociale, économique et intellectuelle ». Ce qui est réel est rationnel, la rationalité étant déduite de l'existence. Ce qui disparaît perd donc sa raison d'être et même sa raison d'avoir été. Du purgatoire, la révolution russe peut désormais être précipitée en enfer.

Le nautonnier qui lui fait traverser l'Achéron n'a pas l'aspect revêché de Charon mais le sourire mélancolique de François Furet, qui publie en 1995 *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au xx^e siècle*. Le ton est posé et la façon dont l'auteur embrasse tout un siècle de passions violentes lui confère la stature d'un sage. Quant à la révolution russe, il n'en dit guère de mal, vu qu'il n'en parle pas. L'essai porte sur *l'idée* et s'intéresse moins aux faits qu'à leur retentissement et moins aux hommes qu'à l'écho de leurs querelles. La stratégie de dévalorisation tient à ce jeu de miroirs constamment réorientés pour modifier l'image à convenance et surtout dissimuler l'objet premier. « Cette bénédiction donnée par l'histoire à un événement qui n'en méritait pas tant est due pour une grande part à la conjoncture exceptionnelle de 1917-1918 ». Hommage du vice à la vertu, la petite phrase assassine est aussi la reconnaissance de l'à-propos de la révolution d'Octobre, si bien que Furet n'ose pas réduire carrément l'événement à un « putsch rendu possible par l'occasion »¹.

Pour le reste, le spécialiste de la Révolution française, qui ne cite en référence sur 1917 que *L'Utopie au pouvoir* d'Heller et Nekrich et l'histoire récemment traduite de Richard Pipes, reprend les lieux communs de l'historiographie totalitaire. Lénine « a inventé le parti idéologique à fidélité militaire [...] promettant aux initiés le pouvoir absolu au prix de leur obéissance aveugle ». Adoptant le point de vue d'une démocratie libérale peut-être

imparfaite mais sûrement indépassable, Furet renvoie régulièrement dos à dos fascisme et communisme, tous deux « grandes réactions antilibérales et antidémocratiques de l'histoire européenne au xx^e siècle ». Il présente néanmoins le fascisme avant tout comme une réaction au danger communiste. Sa rencontre intellectuelle avec l'historien allemand Ernst Nolte, l'auteur de *La Guerre civile européenne 1917-1945*, n'a donc rien de fortuit. Mais, là encore, cette affirmation qui a choqué à l'époque n'est que la reconnaissance en creux des enjeux très réels de la révolution russe en Europe : l'extension de la vague révolutionnaire à toute l'Europe².

Un autre terme employé par Furet fera également polémique à retardement, celui de « crime » imputé au communisme. Utilisé dès le premier chapitre du *Passé d'une illusion* sur « la passion révolutionnaire », on retrouve ce mot de « crime » en couverture du *Livre noir du communisme*, au-dessus du bandeau de l'éditeur annonçant 85 millions de morts. Le livre sort en novembre 1997, exactement pour le 80^e anniversaire de la révolution bolchevique. La bombe médiatique espérée par l'éditeur explose. Stéphane Courtois, qui se prévaut d'une relation privilégiée avec Furet, fait de cette notion de crime du communisme le centre de sa problématique dans une introduction qui concentrera la polémique. Le premier et plus substantiel chapitre du *Livre noir*, « Un État contre son peuple, Violences, répressions, terreurs en Union soviétique »³, qui couvre toute l'histoire de l'Union soviétique depuis 1917, fait moins l'objet de critiques. D'ailleurs, l'auteur de la contribution sur l'URSS, Nicolas Werth, s'est publiquement désolidarisé de l'introduction de Courtois⁴. La contribution de Werth s'ouvre sur quinze pages qui résument brillamment l'année 1917, et qui, sans abandonner la rigueur analytique, donnent à sentir l'embrasement populaire.

En cette même année 1997, il a publié dans la collection « Découvertes Gallimard » *La Russie en révolution*, qui a les mêmes qualités en plus d'une iconographie magnifique. L'idée fondamentale de Werth est de montrer la multiplicité des révolutions qui agitent le pays tout au long de l'année, sans lire l'ensemble du processus à la lumière de sa conclusion bolchevique. Pour la première fois, on sort totalement de la scansion en deux temps – Février/Octobre – qui rythmait tous les récits, pour redécouvrir le foisonnement de discussion et d'organisation qui avait saisi toute la société russe, faisant de l'ex-empire des tsars « le pays le plus libre du monde ». Le vent libertaire qui souffle dans certaines pages de sa *Russie en révolution* donne corps à l'affirmation qui ouvre son chapitre dans le *Livre noir*. Il se présente comme un de ces historiens « qui refusent le schéma simpliste de l'historiographie libérale aujourd'hui dominante » et, sans adhérer à « la vulgate marxisante », il se réclame plutôt de la démarche de Marc Ferro et ne se situe pas du tout dans la filiation d'une analyse réactionnaire. C'est sans doute une des raisons de la tempête provoquée par le *Livre noir* : les auteurs font la critique du communisme « parce qu'ils demeurent ancrés à gauche », selon les mots de Courtois⁵.

Dans le *Livre noir*, la démonstration de Nicolas Werth qui suit cette déclaration de principes est d'autant plus implacable. Comme Marc Ferro avant lui, il montre le décalage entre ce que les soldats, les paysans, les ouvriers ou les allogènes mettent derrière le « pouvoir aux soviets », derrière les slogans de Paix, de Terre, de Contrôle ouvrier et de Droit des peuples, et le contenu qu'en donnent les bolcheviks. Seule force réellement organisée dans un pays qui se délite, ils prennent le pouvoir grâce à ce malentendu et s'y maintiennent par la force. Après quinze pages de révolution, suivent quatre-vingt-dix pages de répression en tout genre (notamment contre les protestations ouvrières) qui amènent le lecteur jusqu'en 1922. Les citations sont nombreuses et l'érudition difficile à prendre en défaut. Comme le notait Alain Blum,

Si on [...] aborde [les chapitres concernant l'URSS écrits par Nicolas Werth] dans une perspective autonome, séparée du cadre de l'ouvrage, on observe un véritable et remarquable travail d'historien – recueil de documents, synthèse des nombreux travaux aujourd'hui publiés, recherches originales.

Cet autre spécialiste de l'Union soviétique poursuivait :

Cependant, deux questions surgissent : l'une tient au parti pris de construire ce texte uniquement autour des victimes et des drames, en laissant de côté l'analyse du système de pouvoir dans son ensemble, ou de la société et de ses oppositions ; la seconde tient à l'insertion de ces chapitres dans l'ensemble de l'ouvrage⁶.

Nous laisserons pour le moment la seconde question (qui tient plus au projet de Stéphane Courtois) pour nous concentrer sur la première qui touche au cœur de l'appréhension de la révolution russe. On pourrait dire que Nicolas Werth n'instruit le dossier qu'à charge. La brève description de l'année 17 connaît les nuances et les « paradoxes » alors que les cinq années suivantes n'apparaissent que sous le jour des organes de répression du nouveau régime. L'auteur qui reprochait à la vision libérale le récit de « la violence infligée à une société passive » le reproduit sur des dizaines de pages. L'opposition multiforme au bolchevisme n'est éclairée que par le feu des armes des tchékistes contre elle. En conséquence, l'appareil répressif qu'édifient les rouges semble opérer seul, non plus comme des unités de combattants dans une guerre civile mais comme une équipe de bourreaux avec des condamnés. Le fait que le choix soit assumé – « La Terreur bolchevique, la seule que nous évoquerons ici »⁷ – n'enlève rien au problème épistémologique, d'autant plus qu'on ne disposait toujours pas à l'époque d'une histoire de la période 1918-1921 en français qui permette au lecteur de mettre en perspective l'action des bolcheviks.

De plus, même en ce qui concerne les « institutions de force » bolcheviques, le regard est trop rapide et englobant. La description du « bras armé de la dictature du prolétariat » commence par l'évocation du Comité militaire révolutionnaire de Petrograd, qui organisa l'insurrection d'Octobre, pour passer à la Tchéka, la Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage. Les deux institutions sont clairement assimilées l'une à l'autre alors qu'elles n'ont absolument pas la même fonction, sauf à considérer *a priori* que la prise du pouvoir par les bolcheviks étant illégitime, tous leurs appareils politico-militaires relèvent du domaine de la répression. La confusion entre les instances répressives devient carrément tendancieuse quand l'expression « camp de concentration » voisine avec celle de « camp de la mort », alors que, dans un article, Nicolas Werth avait expliqué que l'expression de *kontsentratsionny lager* désignait des camps d'internement et non des camps de travail forcé⁸. Le portrait de ceux qui s'engagent aux côtés des rouges est à peine esquissé, si ce n'est à travers une citation empruntée à l'historien italien Andrea Graziosi :

dévotion à la cause (ou plutôt au nouvel État) et indéniables capacités opérationnelles [,] conscience politique et sociale balbutiante, fort carriérisme, [...] brutalité avec les subordonnés, alcoolisme, népotisme [:] bon exemple de la manière dont l'« esprit » de la révolution plébéienne pénétrait le nouveau

Le parti pris semble évident, d'autant que Nicolas Werth avait su consacrer une étude aux « Premiers Tchékistes ». Elle montrait comment des activistes de l'année 17 étaient devenus des policiers, par exemple à l'occasion d'une fermeture d'usine mettant les anciens permanents des Comités d'usine dans l'obligation de trouver un nouveau gagne-pain¹⁰. En somme, le schéma d'un « État contre son peuple » qui donne son titre au chapitre ne semble pas pertinent pour la période révolutionnaire dans la mesure où l'État soviétique et le parti communiste se construisent largement *ex nihilo* à partir de membres des plus basses couches de la société.

Il faut aussi revenir aux présupposés de l'auteur qui disait s'inscrire en faux avec la « vulgate libérale » pour laquelle la révolution d'Octobre aurait été le « résultat d'une habile conspiration tramée par une poignée de fanatiques disciplinés et cyniques, dépourvue de toute réelle assise dans le pays ». Ici, il y a tromperie sur la marchandise dans la mesure où on nous présente comme « libérale » une vision de l'histoire totalitaire, nettement conservatrice, avec des tendances conspirationnistes. Différente, la vision libérale est fondée sur l'opposition État/société civile, cette dernière étant peut-être diverse, mais pas irrémédiablement fracturée. Exprimant sa pluralité par des corps intermédiaires, la société civile conserve assez de cohésion pour faire valoir ses droits face au pouvoir, et elle tente de façonner l'État de façon à ce qu'il respecte la volonté générale et les libertés de chacun. À ces conditions, une révolution est légitime d'un point de vue libéral.

C'est en ce sens que la vision libérale s'oppose à l'analyse marxiste qui pointe d'abord les contradictions entre groupes sociaux et voit l'État comme l'outil d'une des classes en présence. Sans demander à Nicolas Werth de devenir marxiste, on peut mettre en évidence le point aveugle du tableau qu'il présente : s'il constate l'opposition radicale entre classes, nations, etc., c'est comme une exception à la norme. Les pages « libertaires » qu'il consacre au bourgeoisement d'auto-organisation du printemps 1917 servent de toile de fond à la description d'un pouvoir en pleine déréliction. Les mesures démocratiques prises par le gouvernement provisoire sont présentées comme autant de preuves de faiblesse et donc, « face à l'attentisme du gouvernement, la société continua à s'organiser de façon autonome ». Le regret est net et il fait penser aux notions d'excès et de surenchère dont François Furet usait et abusait pour « penser la Révolution française »¹¹. Or elles ne permettent pas de comprendre que, si le pouvoir était faible sous Kerensky, c'est justement parce que la société était fracturée : plus personne ne croyait à un « intérêt général ». Chaque classe et nation cherchait de plus en plus une solution pour elle-même et, à un niveau très général, la coercition bolchevique est la tentative de « tenir tout le monde ensemble ».

Faute de reconnaître le déchirement du tissu social et la volonté largement partagée à l'époque de trouver une solution *radicale* aux problèmes, Nicolas Werth en revient forcément au rôle de la « poignée de fanatiques disciplinés » : Lénine a toujours voulu déchaîner la violence et son slogan internationaliste de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » en 1914 le prouve ; c'est toujours lui qui coupe volontairement les ponts avec les autres tendances pour gouverner seul. Chez Werth, la logique de cette analyse finira par l'emporter sur les professions de foi. En 2007, il reprend le relevé lexicographique de Dominique Colas (« insecte nuisible », « poux », « vermine », « microbes ») et adopte sa théorie qui explique largement les massacres par le vocabulaire de l'épuration chez Lénine¹².

Si la démarche de Nicolas Werth reste empreinte d'une certaine ambiguïté¹³, celle de Stéphane Courtois est claire. Dans sa propre activité d'historien, il s'était toujours employé à dénoncer l'action du PCF, particulièrement pendant la guerre et surtout d'un point de vue assez « policier », en jetant la lumière sur telle ou telle « affaire ». Avec le *Livre noir*, il vise moins le communisme soviétique déjà défunt qu'une « culture révolutionnaire » typiquement française et dont « beaucoup de gens n'arrivent pas à s'arracher »¹⁴. En ce sens, Courtois, l'ancien maoïste, poursuit bien l'œuvre de Furet, l'ancien stalinien. Et, par la volonté de brouiller les pistes idéologiques, il emprunte au Souvarine des années 1950-1960. Ainsi, il entraîna Jean-Louis Panné et Sylvain Boulouque au siège du syndicat révolutionnaire CNT pour présenter l'ouvrage. Assumant le rôle du « diable », Courtois était ravi de semer la zizanie dans des rangs libertaires partagés entre la volonté de dénoncer le communisme autoritaire et la conscience des visées littéralement contre-révolutionnaires du *Livre noir*¹⁵.

On peut se demander ce qui a fait le succès de gens qui n'ajoutaient pas grand-chose à ce que Souvarine avait déjà dit cinquante ans plus tôt. Plus que l'originalité du propos, c'est sa cohérence et sa prégnance qui ont marqué l'opinion. De Besançon et Colas à Courtois et Werth, une vision globale de la révolution russe s'est formée et imposée en vingt ans, de la même façon que celle du PCF avait gagné l'hégémonie entre les années 1930 et 1950. Rappelons que le PCF avait défendu sa version d'Octobre par les moyens parfaitement démocratiques de l'édition dans un système pluraliste. Il avait proposé au public une large gamme d'ouvrages allant du roman à l'essai politique en passant par le témoignage et le livre d'histoire, exprimant tous la même idéologie. Finalement, à la faveur du philosoviétisme d'après guerre, ce pilonnage éditorial avait porté ses fruits et tant l'opinion savante que le grand public avaient adopté une version édulcorée du récit stalinien sur 1917.

Les points communs avec la vague anticommuniste des années 1980 sont patents, même s'il y a une différence fondamentale. Le parti communiste avait œuvré consciemment pour promouvoir son approche alors qu'il n'y a pas de « chef d'orchestre clandestin » derrière le succès du dénigrement de la révolution russe. Pour le reste, on retrouve néanmoins, dans une inspiration idéologique commune, la constitution d'un corpus éditorial large, incluant des textes narratifs (*La Roue rouge* de Soljenitsyne, les mémoires de militants anti-bolcheviques) et analytiques (de l'approche théorique du léninisme à la fresque de Furet et aux travaux pratiques du *Livre noir*). De même que *L'Histoire de la Révolution russe* patronnée par Gorki s'était imposée dans les milieux académiques malgré son orientation et grâce à sa richesse documentaire et factuelle, la maîtrise des sources dont Nicolas Werth fait montre donne du crédit au projet de Courtois. L'ensemble de ces publications accompagne et confirme le retournement de l'opinion entamé dans la décennie suivant 1968 et participe ainsi d'une démarche politique.

références

références

↑ 1 François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au xx^e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1994 (rééd. Le Livre de Poche, 1996, pp. 106, 135).

↑ 2 *Ibidem*, pp. 10, 125, 161. Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne 1917-1945*, (1987) Paris, Éditions des Syrtes, 2000. François Furet & Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Paris, Plon, 1998 (rééd. Hachette Littératures, 2000).

- Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné *et alii*, *Le Livre noir du communisme : Crimes, terreur, répression*, (1997) Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 1998, pp. 40-315.
- ↑3
- ↑4 Jean-Louis Margolin, Nicolas Werth, « Communisme : retour à l'histoire », *Le Monde*, 14 novembre 1997.
- ↑5 Nicolas Werth, 1917, *La Russie en révolution*, Paris, Gallimard, « Découvertes », 1997. *Livre noir*, *op. cit.*, pp. 37, 46.
- ↑6 Alain Blum, « Historiens et communisme : condamner ou comprendre », *Le Monde*, 18 novembre 1997.
- ↑7 *Livre noir*, *op. cit.*, pp. 95.
- ↑8 *Ibidem*, p. 117. Nicolas Werth, « Une source inédite. Les svodki de la Tchéka-OGPU », *Revue des études slaves*, t. 66, fasc. I, 1994, pp. 18-19. *Livre noir*, *op. cit.*, p. 77 (tiré de Andrea Graziosi, *The Great Soviet Peasant War*, Harvard UP, 1996, p. 18). L'auteur parle des membres des Comités de paysans pauvres. Nous avons discuté cette affirmation dans Éric Aunoble, « *Le communisme tout de suite !* » *Le mouvement des Communes en Ukraine soviétique (1919-1920)*, Paris, Les Nuits rouges, 2008, pp. 157-160).
- ↑9
- ↑10 Nicolas Werth, « Qui étaient les premiers tchékistes ? », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 32, n° 4, octobre-décembre 1991, pp. 501-512.
- ↑11 Cf. Denis Berger & Henri Maler, *Une certaine idée du communisme. Répliques à François Furet*, Paris, Éditions du Félin, 1996, p. 48. *Livre noir*, *op. cit.*, p. 55-58. Nicolas Werth, « Propédeutique de la Terreur de masse léniniste », in Sophie Ferhadjian, Barbara Lefebvre (dir.), *Comprendre les génocides du xx^e siècle. Comparer, enseigner*, Paris, Bréal, 2007, pp. 88-89 (repris aussi dans « Crimes et violences de masse des guerres civiles russes (1918-1921) », [Online Encyclopedia of Mass Violence](#), 2009, p. 2, consulté le 22 août 2015).
- ↑12
- ↑13 Notons qu'après son pas de deux récusant la préface de Courtois alors qu'il avait apporté la contribution principale au projet de *Livre noir*, Nicolas Werth a hésité de même quand il s'est penché sur la famine ukrainienne de 1933. Après avoir soutenu le caractère génocidaire du *Holodomor*, il est partiellement revenu en arrière, laissant ce type de qualification à l'appréciation des juristes. Cf. Nicolas Werth : « Famines soviétiques, famine ukrainienne », *Le Débat*, n° 162, 2010/5.
- ↑14 Christian Makarian, « Le communisme nous laisse des ruines gigantesques » (entretien avec Stéphane Courtois), *L'Express* du 3 octobre 2002.
- ↑15 Compte rendu de la soirée du 17 janvier 1998 au 33 rue des Vignoles par Monique Lagrange-Reynier, « Livre noir du communisme », *Réfractions, Recherches et expressions anarchistes*, n° 2, printemps 1998.